

Le très hon. Joe Clark (secrétaire d'État aux Affaires extérieures): Monsieur le Président, voilà qui montre que l'on peut se tromper des deux côtés de la Chambre: le député se trompe lorsqu'il dit que l'on procède à des forages. Les choses n'en sont pas là. En fait, la dernière fois que nous sommes intervenus sur un cas de ce genre, le gouvernement américain a consenti à ce qu'il n'y ait aucun forage. J'ai très bon espoir que leur attitude soit la même dans ce cas-ci.

LES INSTANCES CANADIENNES

L'hon. Edward Broadbent (Oshawa): Monsieur le Président, j'aimerais revenir à une question qui a été posée de façon bien précise. Puisque le gouvernement canadien a déclaré dans le passé que ce territoire nous appartenait et que nous ne le considérons nullement comme étant en litige, le ministre a-t-il demandé aux destinataires du télégramme qui a été envoyé à Washington de faire cesser immédiatement ces audiences?

Le très hon. Joe Clark (secrétaire d'État aux Affaires extérieures): Monsieur le Président, je regrette de ne pas avoir sous les yeux le texte de ce message. Il ne m'est donc pas possible de répondre à cette question. Je vais me renseigner sur le texte exact pour pouvoir répondre au député.

* * *

LES PÊCHES

LA PÊCHE AU THON ROUGE AU LARGE DE LA CÔTE EST

M. Russell MacLellan (Cape Breton—The Sydneys): Monsieur le Président, ma question, qui s'adresse au ministre des Pêches et des Océans, concerne l'entente secrète qu'il a conclue avec le premier ministre John Buchanan, afin de renflouer la société *Bayshore Tuna Limited*. Que lui a dit le premier ministre Buchanan ou que lui a-t-il offert, afin de l'amener à changer d'idée et à ne pas suivre les conseils de son ministère, de son conseil régional de l'Atlantique et son propre comité consultatif sur le thon, en approuvant ce cadeau flagrant dont les Canadiens feront les frais?

L'hon. Thomas Siddon (ministre des Pêches et des Océans): Monsieur le Président, comme d'habitude, les députés libéraux de l'arrière-ban veulent présenter les faits de la façon la plus dégueulasse possible...

Des voix: Règlement!

M. le Président: A l'ordre! J'invite tous les députés et les ministres à surveiller leur langage et à tempérer leur enthousiasme.

M. Siddon: Monsieur le Président, une industrie de St. Margaret's Bay, en Nouvelle-Écosse, a droit à des prises de 401 thons. Il s'agit de poissons qui ne sont pêchés par aucun autre secteur de l'industrie, dans la région de l'Atlantique, et depuis deux ans, ces poissons ne touchent pas terre...

Des voix: Oh, oh!

Questions orales

Une voix: Ils ne le font jamais.

M. Axworthy: Donnez-leur une permission pour aller à terre.

M. McDermid: Ils ne comprennent pas les termes de pêche. Ils ignorent même que les poissons peuvent nager.

M. Siddon: Cette situation peut paraître amusante aux députés de l'opposition.

• (1430)

M. le Président: Je voudrais demander à tous les députés de donner au ministre la possibilité de répondre.

M. Siddon: La question n'est pas amusante pour les pêcheurs et le secteur de la pêche qui auront ainsi, grâce à cette initiative, la possibilité de survivre. Cela va tout à fait dans le sens de la recommandation du Conseil régional de l'Atlantique qui a proposé d'envisager, comme solution, le développement de la pêche à la palangre pour les pêcheurs et la *Bayshore Tuna Company*, et c'est exactement ce que nous faisons.

M. MacLellan: Ce que les députés libéraux de l'arrière-ban réclament, c'est que la justice règne dans le secteur de la pêche.

Des voix: Bravo!

M. McDermid: C'est nouveau.

ON DEMANDE LA DÉMISSION DU MINISTRE

M. Russell MacLellan (Cape Breton—The Sydneys): Monsieur le Président, ma question supplémentaire s'adresse au premier ministre. Acceptera-t-il le conseil de M. Bob McFadden, qui siège au comité ministériel consultatif sur le thon. Il affirme que les pêcheurs n'ont plus confiance dans le ministre et qu'il devrait démissionner. Le premier ministre va-t-il démettre le ministre de ses fonctions en attendant une enquête sur ce cadeau flagrant à une entreprise de la Nouvelle-Écosse?

L'hon. Thomas Siddon (ministre des Pêches et des Océans): Monsieur le Président, ce qui semble ennuyer nos vis-à-vis, c'est que le gouvernement prend des initiatives afin d'accroître les débouchés dans le secteur de la pêche dans la région de l'Atlantique...

M. Axworthy: Pour les conservateurs.

M. Siddon: ... et en fait, cette décision n'est pas contraire aux accords sur les redevances conclus avec la *Labrador Fishermen's Union Shrimp Company* pour plusieurs années...

M. Rompkey: Il ne s'agit pas des Japonais, cependant, mais des pêcheurs.

M. Siddon: M. Richard Cashin dirige cette entreprise—et la *Torngat Fish Producers' Co-operative*, au Labrador. Ce n'est pas une initiative inédite. On tente de créer davantage d'emplois et de garder dans les poches des Canadiens de l'argent qui profiterait autrement à d'autres.